
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)



**CENTRALE LYON
ENISE**



**UNIVERSITÉ
DE LYON**

CENTRALE LYON – CAMPUS SAINT-ETIENNE – BATIMENT C

MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE (C.T.)

Maitre d'ouvrage :

Ecole centrale de Lyon
36 avenue Guy de Collongue
69134 Ecully Cedex
Centrale Lyon ENISE
58 rue Jean Parot
42023 Saint-Étienne cedex 2
Ci-après dénommée « **Centrale Lyon** »

Mandataire du Maitre d'ouvrage :

ComUE Lyon Saint-Étienne
Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus
92 rue Pasteur – CS 30122
69361 Lyon Cedex 07

Sommaire

Article I.	Objet du marché.....	5
I.1	Caractéristiques générales	5
Article II.	Contexte de l'opération.....	5
II.1	Présentation du projet	5
II.2	Enveloppe financière & découpage du marché	15
II.2.1	Enveloppe prévisionnelle des travaux.....	15
II.2.2	Découpage du marché de Contrôle technique.....	16
II.3	Calendrier prévisionnel général	17
II.4	Lieu d'exécution des prestations.....	18
II.5	Intervenants	18
II.5.1	Maitre d'ouvrage : Centrale Lyon.....	18
II.5.2	Mandataire du Maitre d'ouvrage : ComUE Lyon Saint-Étienne	19
II.5.3	Coordonnateur SSI (CSSI).....	19
II.5.4	C.S.P.S	19
II.5.5	Programmist	19
II.5.6	AMO réemploi	19
II.5.7	MOE restructuration/rénovation énergétique.....	19
II.5.8	MOE Curage/ désamiantage.....	19
II.5.9	AMO Exploitation/maintenance.....	19
II.5.10	OPC.....	19
II.5.11	Autres intervenants.....	19
Article III.	Descriptif de la mission	20
III.1	Responsable technique du contrôle.....	20
III.2	Cadre législatif et réglementaire	20
III.3	Etendue des missions de contrôle.....	20
III.4	Conditions d'exécution du contrôle technique	21
III.5	Phases d'intervention	21
III.5.1	Conception	21
III.5.2	Réalisation des travaux - examen sur chantier des ouvrages et des équipements	22
III.5.3	Phase préalable à la réception	23
Article IV.	Pièces contractuelles du marché.....	23
Article V.	Durée et délais d'exécution du marché	24
Article VI.	Protection des données à caractère personnel - RGPD	24
Article VII.	Prix du marché.....	25
VII.1	Éléments du prix.....	25

VII.2 Révision du prix	25
Article VIII. Mise en œuvre du marché	25
Article IX. Constatation de l'exécution des prestations.....	26
IX.1 Nature des opérations de vérification.....	26
IX.2 Délai de vérification.....	26
IX.3 Point de départ du délai pour les opérations de vérification	26
IX.4 Présence du titulaire	26
IX.5 Décisions après vérification.....	26
IX.6 Achèvement de la mission	26
Article X. Avance	26
Article XI. Modalités de règlement des comptes.....	27
XI.1 Périodicité, date d'exigibilité, facturation et paiement des acomptes	27
XI.2 Remise des demandes de paiement	28
XI.3 Contenu des demandes de paiement	28
XI.4 Répartition des paiements	29
XI.4.1 Cotraitance	29
XI.4.2 Sous-traitance	29
XI.5 Délai de paiement	29
XI.6 Acceptation de la demande de paiement	30
XI.7 Contestation	30
Article XII. Exécution du marché	30
XII.1 Conduite des prestations	30
XII.2 Déroulement de la mission	30
XII.3 Documents à fournir	31
Article XIII. Reception et Achevement de la mission	31
XIII.1 Réception des éléments de mission.....	31
XIII.2 Achèvement de la prestation	32
XIII.3 Arrêt de l'exécution des interventions.....	32
Article XIV. Délais de remise des livrables - Pénalités.....	32
XIV.1 Délais de remise des livrables	32
XIV.2 Pénalités.....	33
Article XV. Assurances.....	34
XV.1 Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison).....	34
XV.2 Responsabilité Civile décennale	34
Article XVI. Lutte contre le travail dissimulé	35
Article XVII. Régime des connaissances antérieures et des résultats	36

Article XVIII. Exécution aux frais et risques du titulaire	36
Article XIX. Résiliation du marché	36
XIX.1 Résiliation du fait de l'acheteur public	36
XIX.1.1 Résiliation en cours d'exécution d'une phase technique	36
XIX.1.2 Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique	37
XIX.2 Résiliation aux torts du titulaire	37
Article XX. Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger	37
Article XXI. Règlement des différends	37
Article XXII. Dérogations au C.C.A.G. - Prestations intellectuelles	37
Article XXIII. Base documentaire	38

Article I. Objet du marché

I.1 Caractéristiques générales

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) est relatif à une mission de Contrôle Technique (C.T.) dans le cadre du projet de restructuration et rénovation énergétique du bâtiment C, sur le campus de la Métare.

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent marché sous le nom de « CT » ou « titulaire du contrat de contrôle technique », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

L'opération consiste à la réalisation des études et travaux nécessaires à la restructuration intérieure du bâtiment et sa rénovation thermique et énergétique. Elle comprend également le réaménagement des abords immédiats et du volume de l'entrée.

Article II. Contexte de l'opération

II.1 Présentation du projet

- **L'école Centrale Lyon**

L'Ecole centrale de Lyon (Centrale Lyon) est un Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel sous tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle est membre de la ComUE Université de Lyon Saint-Etienne et du Collège d'ingénierie Lyon Saint-Etienne.

Le campus stéphanois de Centrale Lyon regroupe son école interne l'ENISE (Centrale Lyon ENISE), le nouveau cycle préparatoire Cap ECL qui prépare aux cursus généralistes ou de spécialité, ainsi que 5 programmes de Master en génie civil, génie industriel et mécanique, dont un master international labellisé Erasmus Mundus. Ces cinq dernières années, le campus de Saint-Étienne a connu une croissance importante des effectifs étudiants (+25%), notamment au niveau des cursus ingénieurs de spécialité génie mécanique, génie civil et génie sensoriel.

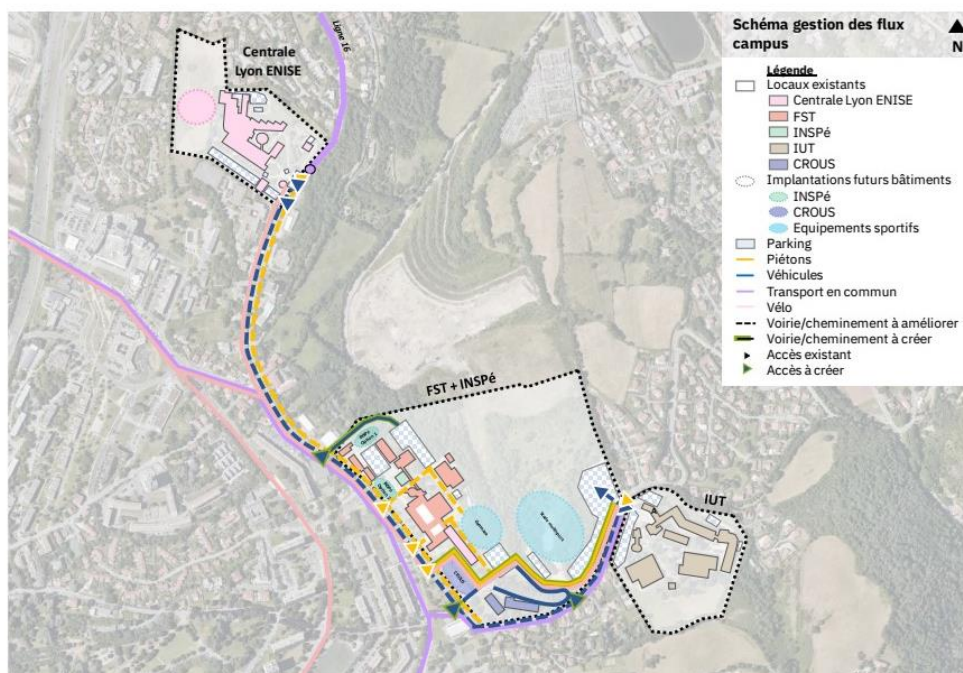
La stratégie 2030 de Centrale Lyon repose notamment sur la volonté de renforcer l'accompagnement des entreprises face aux grandes transitions. Cet accompagnement s'appuie sur le déploiement de son campus de Saint-Etienne comme Campus des mutations industrielles. Dans cette logique il est prévu l'augmentation des effectifs de 600 étudiants à horizon 2030.

Le bâtiment C du campus de la Faculté des sciences et techniques de l'UJM a été identifié comme pertinent pour accueillir une part du développement de l'école.

- **Le campus scientifique de la Métare**

Le campus de la Métare s'étend sur une superficie totale de 224 000 m² et comporte un patrimoine bâti de 48 000 m² SHON, articulé autour de 29 bâtiments et réparti entre : l'Université Jean Monnet (UJM) Faculté des Sciences et Techniques (qui occupe 70% des emprises foncières), le CROUS (restaurant, cuisine et résidences), Centrale Lyon (site Parot) et l'IUT de Saint-Etienne.

L'UJM Faculté des Sciences et Techniques de Saint-Etienne regroupe une large palette de formations dans les domaines de l'Informatique, de la Biologie, des Activités Physiques et Sportives, de la Chimie, de la Géologie, des Mathématiques et de la Physique, à laquelle s'adossent 5 laboratoires de recherche.



L'UJM a décidé de déménager une partie de la Faculté des Sciences et Techniques sur le site Manufacture de Saint-Étienne, libérant ainsi, à partir de septembre 2024, le bâtiment C sur le campus de la Métare.

Les acteurs du campus ont dans le cadre du travail en cours sur le schéma directeur immobilier et d'aménagement (SDIAD Métare) identifié la pertinence d'affecté le bâtiment C à centrale Lyon ENISE. Le travail sur le SDIAD est en cours et définit un ensemble de prescription urbaine dont le titulaire devra tenir compte.

Le bâtiment C comprend quatre niveaux et offre une surface d'environ 4 600 m², répartis en salles de classe, salles de TP de chimie et bureaux.

Le bâtiment C, aujourd'hui vétuste, ne répond plus aux objectifs fonctionnels, techniques et énergétiques actuels. Dans le cadre de l'affectation du bâtiment C à Centrale Lyon, il devra être programmé une rénovation thermique globale, son désamiantage et des opérations de découloisonnement et re-cloisonnement, selon un phasage compatible avec les besoins urgents en salles de classes et avec les financements disponibles.

La mission de CT porte sur les opérations de restructuration et rénovation énergétique. Une équipe de MOE est en cours de désignation sur ce sujet

- **Le bâtiment C**



Plan de situation

- **Etat des lieux**

Le bâtiment C a été construit en 1969. Il s'agit d'un ERP de type R, de 1^{ere} catégorie. Il dispose d'une surface de 4 610m² SDP. Il accueillait des activités de laboratoire, d'enseignement de TP de physique et chimie, mathématique et géologie et de bureaux. Le bâtiment a fait l'objet de peu de travaux : menuiseries et toiture (2016). Le bâtiment est en état d'usage, pas de désordre structurel apparent. L'enveloppe est vétuste hormis la toiture qui a été refaite. Le bâtiment est en R+3 avec un RDC semi-enterré.



1 – Façade sud-ouest



4 – Façade sud



5 – Façade nord



2 – Façade sud-ouest



3 – Façade nord-est



6 - Vue parking et entrée



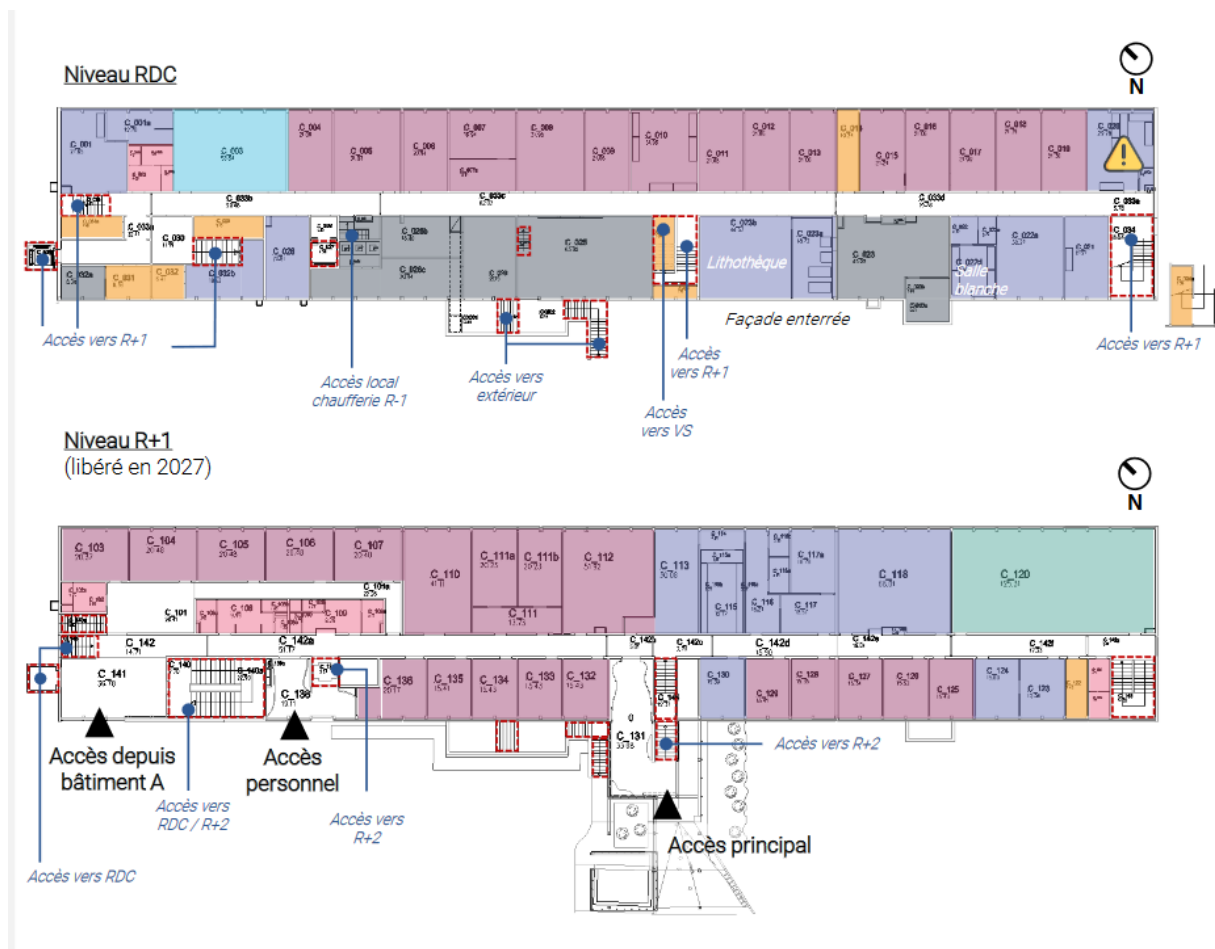
7 – Vue parking

• Organisation des locaux du bâtiment C

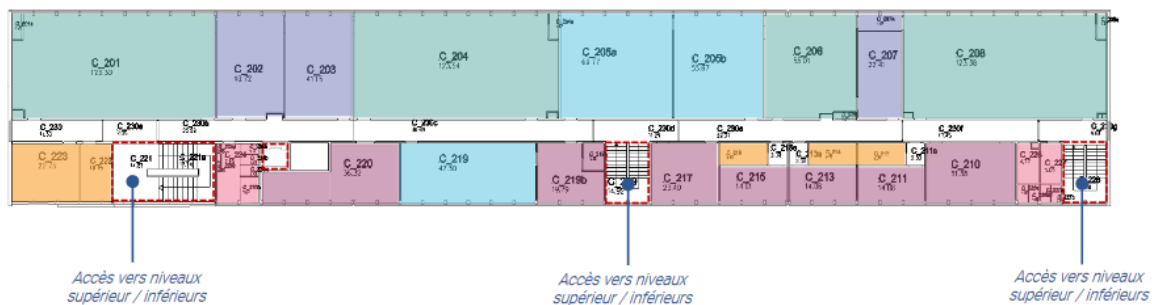
Les locaux s'organisent autour d'espaces de bureaux et de salles de cours séparés par une circulation centrale. Ci-dessous est détaillé le type d'espace par étage, repéré selon le code couleur de la légende ci-dessous. Ces éléments sont détaillés et précisés dans le programme technique détaillé, joint à la consultation, réalisé par le bureau d'étude Flores.

Légende

■	Salles travaux pratiques
■	Salles banalisées
■	Laboratoire
■	Bureaux
■	Locaux supports
■	Locaux logistiques
■	Locaux techniques
■	Circulations verticales



Niveau R+2



Niveau R+3



Niveau R+2



Salle 205b



Salle 205a



Salle 208



Salle 207

Niveau R+3



Salle 301



Salle 325



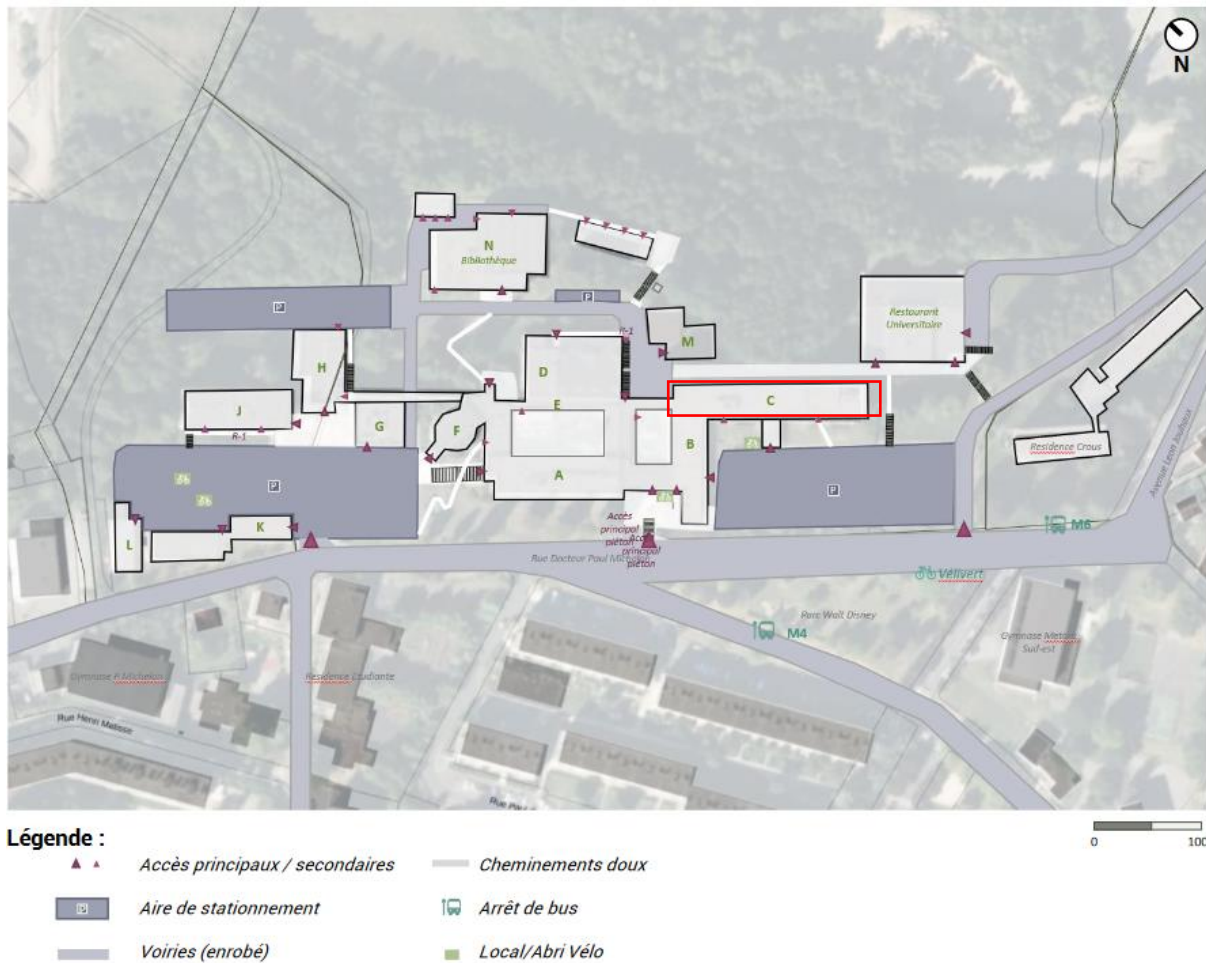
Salle 304



Salle 303

Source : Flores – phase 1 diagnostic – Etude de programmation

- Les accès du bâtiment



Source : Flores – phase 1 diagnostic – Etude de programmation

Plusieurs entrées sont possibles depuis l'espace public :

- 1 entrée principale piétonne pour les étudiants et le public (accès au hall du bâtiment A), avec un escalier et un parvis en contrebas.
- 2 entrées véhicules à l'ouest, et à l'est, donnant chacune sur un parking, et distribuant les accès aux bâtiments B, C et restaurant CROUS coté Est, et les tous les autres côté Ouest.

Le bâtiment C possède une entrée publique, une entrée pour le personnel et d'un accès technique. Il est relié directement au bâtiment B, et il est également possible d'accéder aux bâtiments A à H par les circulations intérieures.

Le parking situé devant le bâtiment comprend ≈130 places

Dans le cadre du schéma directeur du campus de la Métare, en cours de finalisation, plusieurs travaux sur le campus ont été identifiés, notamment la possible réalisation d'un nouveau restaurant universitaire en lieu et place d'une partie du parking devant le bâtiment C, qui serait porté par le

CROUS. Le titulaire sélectionné au titre de la présente consultation devra prendre en compte les enjeux d'interface interchantier.



Le périmètre opérationnel représente environ 5000 m², comprenant environ 1400 m² (emprise au sol) pour le bâtiment C. Il comprend également les abords directs du bâtiment et la façade.

- **Le projet**

Le projet, détaillé dans le programme technique joint au présent dossier de consultation, a pour objectif de rénover énergétiquement et thermiquement l'ensemble du bâtiment et de restructurer les espaces intérieurs pour répondre aux besoins en salle de classes banalisées, espaces de bureaux et installation de deux laboratoires de l'établissement. Afin de mener à bien ces travaux, une première étape, de curage et désamiantage doit être réalisé. Le diagnostic amiante avant travaux fait état de la présence d'amiante à tous les niveaux du bâtiment et sur les façades. Cependant, les travaux de désamiantage ne comprennent pas le désamiantage de la façade du bâtiment, ni le désamiantage des joints sous tablette alu extérieur des menuiseries. Le projet d'ITE devra permettre de conserver ces éléments sans désamiantage.

Le Maître d'Ouvrage montre **une volonté forte d'exemplarité sur le volet environnemental** de cette opération, sans pour autant engager une démarche de labellisation et/ou de certification. Au-delà de l'aspect strictement environnemental, la notion de durabilité explicitée dans le paragraphe ci-après et entendue comme la capacité qu'auront les éléments constitutifs du bâtiment à résister à leur sollicitation quotidienne constitue aussi un critère de prise en compte environnemental.

Le projet fera l'objet d'une charte chantier faibles nuisances afin de limiter les nuisances sur les usagers.

Le chantier devra se dérouler en site occupé. Le titulaire devra veiller à ce que les mesures définies soient cohérentes avec les enjeux de calendrier et de coactivité. De même les interfaces entre le projet et le reste de l'ERP devront être prévues et anticipées aussi bien en travaux qu'en conception. Une concertation spécifique pourra également être mise en œuvre avec les occupants.

Le projet devra respecter les exigences d'un Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1ère catégorie, de type R (Enseignement). Ce classement reste soumis à validation du bureau de contrôle.

Il est attendu la Mise en conformité aux normes sécurité incendie du bâtiment.

Par ailleurs, la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite est à réaliser pour les espaces de circulations et les accès.

Compte-tenu du type de bâtiment et des activités qui s'y déroulent, une attention particulière devra être portée à la pérennité et à la robustesse des matériaux et éléments techniques mis en œuvre.

La présente opération doit permettre de disposer d'un bâtiment réglementaire (sécurité incendie, accessibilité aux personnes en situation de handicap ...) et conçu pour le confort de ses utilisateurs (confort acoustique, thermique et visuel).

La prise en compte de la maintenance ultérieure est aussi un des enjeux du projet.

Au-delà des performances énergétiques imposées dans le programme, il sera accordé une forte attention à l'optimisation des dépenses d'exploitation maintenance et au confort des usagers.

Cette rapide présentation est complétée par les éléments programmatiques et techniques joints au présent CCP :

Annexe 2 : Programme Technique Détaillé Architectural – FLORES – Février 2025

00. Note curage Désamiantage

01. Programme fonctionnel et architectural

02. Fiches descriptives des espaces

04. Programme technique et environnemental et exploitation-maintenance

05. Diagnostic architecturale fonctionnel et technique

Annexe 3 : Dossier bâtiment :

- Plans du bâtiment et des abords
- Diagnostic Amiante Avant Travaux
- Diagnostic Plomb Avant Travaux
- Diagnostic Structure (joint ultérieurement à la consultation)
- Diagnostic PEMD (joint ultérieurement à la consultation)

II.2 Enveloppe financière & découpage du marché

II.2.1 Enveloppe prévisionnelle des travaux

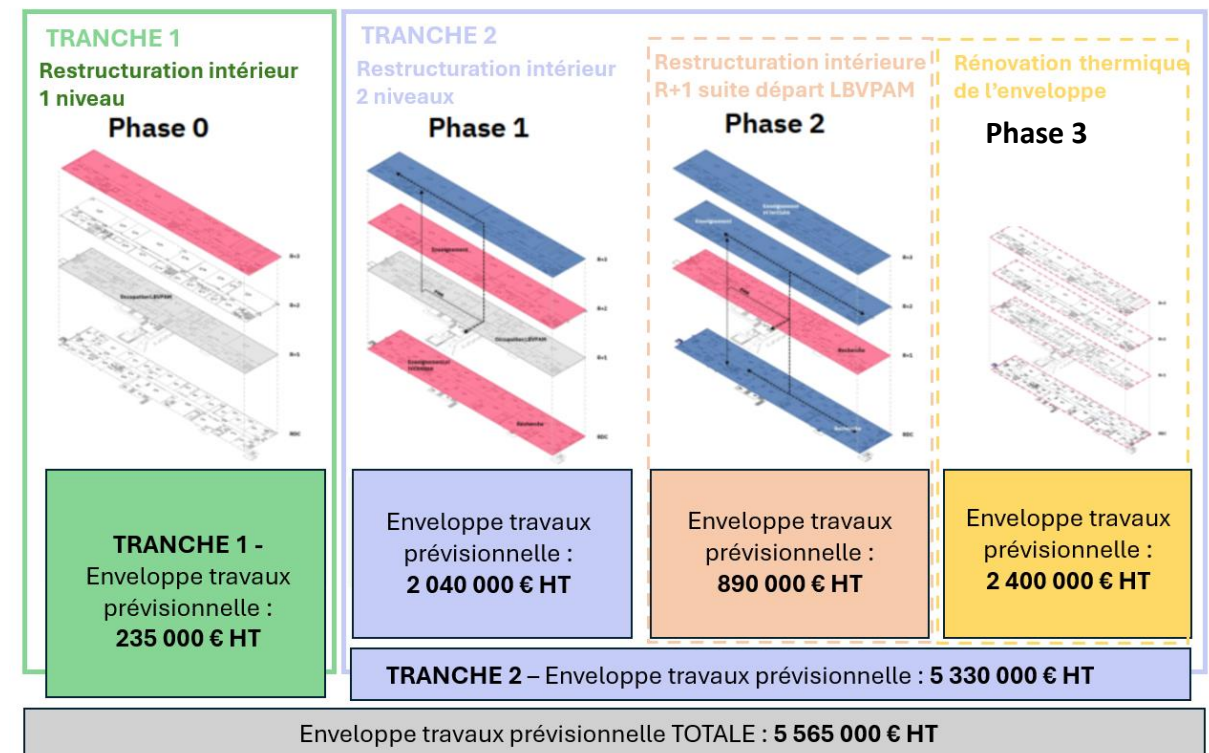
L'enveloppe prévisionnelles de travaux du projet est de 5 565 000 € HT, correspondant aux travaux de restructuration et rénovation énergétique.

L'enveloppe prévisionnelle est composée d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles :

- Tranche ferme : 2 275 000 € HT
- Tranche Optionnelle 1 : 890 000 € HT
- Tranche Optionnelle 2 : 2 400 000 € HT

La Tranche 1 et la Tranche 2 phase 1 jusqu'à la réception, ainsi que la tranche 2 phase 2 jusqu'à la consultation de travaux et la tranche 2 phase 3 jusqu'à la fin de l'AVP sont en tranche ferme. Le suivi des travaux jusqu'à réception de la tranche 2 phase 2 et le suivi du PRO jusqu'à réception des travaux de la tranche 2 phase 3 sont en tranche optionnelle.

A titre indicatif, la décomposition du marché de travaux entre les phases, chiffrée par le programmiste est la suivante :



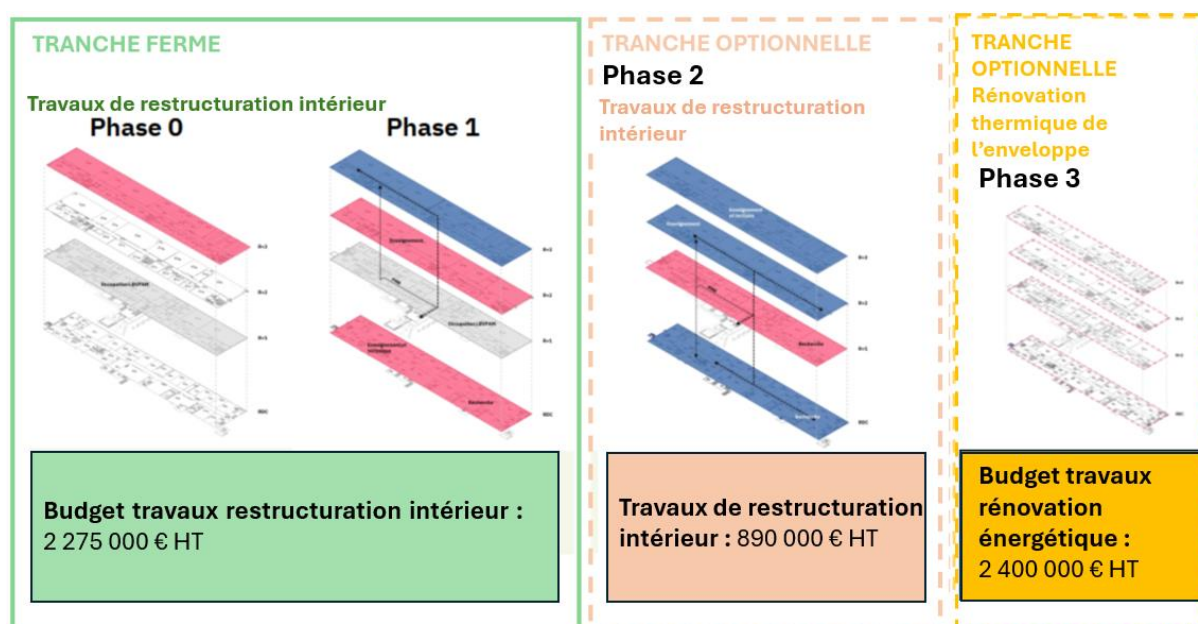
Cette décomposition devra être précisée dans le cadre des études de MOE afin de permettre d'optimiser le budget prévisionnel, tout en s'inscrivant en accord avec les moyens de la MOA et des

financements consolidés. A la fin de l'APD, il sera fixé les budgets objectifs par phases de la tranche 2, en accord avec le MOA et le montant de financement consolidé à cette date.

Missions de base	Travaux intérieur			Travaux d'enveloppe
	TRANCHE 1	TRANCHE 2		
	Phase 0	Phase 1	Phase 2	Phase 3
Etudes de diagnostic (DIA)	TF1	TF2		
Avant projet sommaire (APS)				
Avant projet définitif (APD) + dossiers relatifs aux demandes d'autorisation administratives				
Etudes de projet (PRO)				
Dossier de consultation des entreprises (DCE)		TO1	TO2	
Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)			TO3	
Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA) / participation à la cellule de synthèse				
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)				
Assistance lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)				

II.2.2 Découpage du marché de Contrôle technique

Le présent marché est ainsi divisé en tranche ferme et tranche optionnelle conformément au découpage des travaux, soit en synthèse :



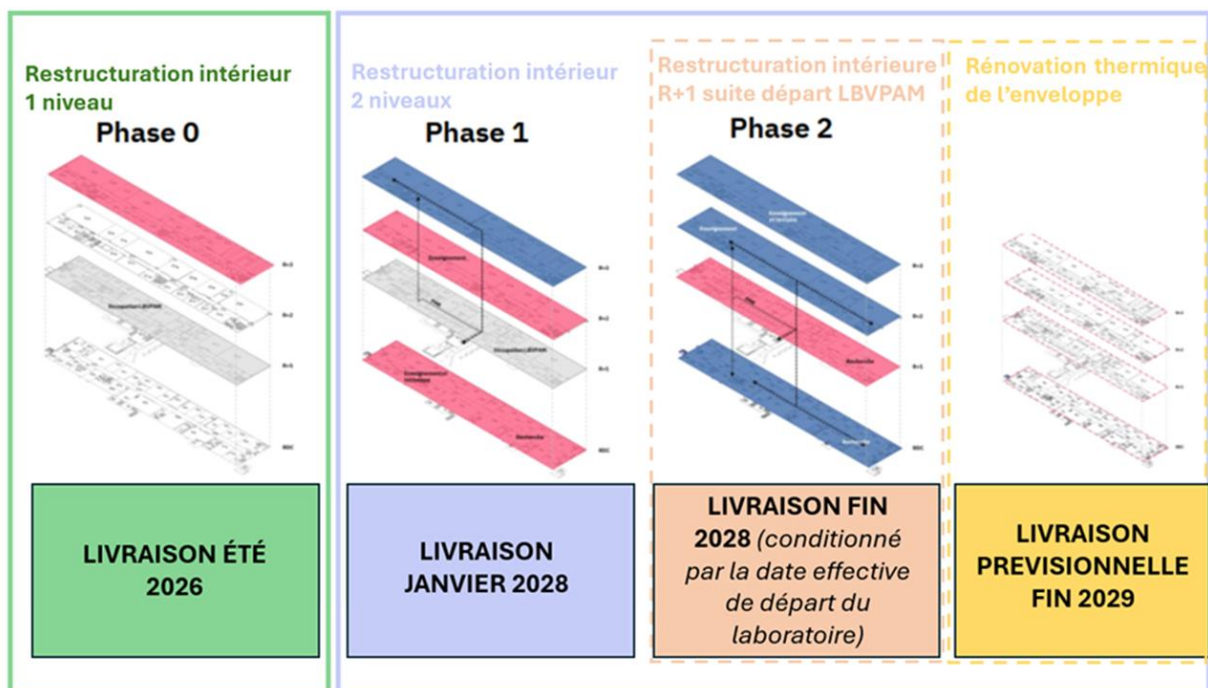
Missions de base	Travaux de restructuration intérieur			Travaux de rénovation énergétique
	Phase 0 - R+3	Phase 1 - RDC & R+2	Phase 2 - R+1	Phase 3
Etudes d' Avant Projet (DIA APS APD)	<div>Tranche FERME</div> <div>Tranche Optionelle 1</div> <div>Tranche Optionelle 2</div>			
Etudes de projet (PRO)				
Dossier de consultation des entreprises (DCE)				
Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)				
Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)				
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)				
Assistance lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)				

Le détail des missions est développé dans l'article III suivant.

II.3 Calendrier prévisionnel général

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

- Juin 2025 : démarrage des études de MOE curage/désamiantage
- Aout 2025 : Démarrage des études de MOE Restructuration et rénovation énergétique
- Travaux phase 0 :
 - Curage désamiantage : Janvier à Mars 2026
 - Restructuration intérieure : Avril à Aout 2026
- Travaux phase 1 :
 - Curage et désamiantage : dans la continuité de la phase 0 – Janvier à Aout 2026
 - Restructuration intérieure : Janvier 2027 à janvier 2028
- Travaux phase 2 :
 - Date au plus tard de livraison de la tranche optionnelle 2 : décembre 2028
 - Durée prévisionnelle de travaux : 9 mois
- Travaux phase 3 :
 - Date au plus tard de livraison de la tranche optionnelle 2 : décembre 2029
 - Durée prévisionnelle de travaux : 12 mois



II.4 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées dans Bâtiment C – Campus de la Métare, Site de la Faculté des Sciences et Techniques (FST), 21-23 rue du Docteur Paul Michelon, 42100 Saint-Etienne.

Le bâtiment fait partie d'un ERP au sein d'un campus en activité, avec une présence forte des usagers entre septembre et avril. Le bâtiment C est actuellement exploité au R+1 par le laboratoire BVPAM, jusqu'à 2027 et ne pourra pas être intégralement fermé pendant les travaux. **Par ailleurs, le phasage attendu doit permettre l'occupation d'un étage en septembre 2026.** Cet étage sera occupé à partir de cette date et durant les travaux des phases suivantes.

Le titulaire intégrera dans sa prestation le fait que les travaux devront être compatibles au fonctionnement de l'établissement. Le titulaire s'engagera à inscrire sa prestation en accord avec la charte chantier à faible nuisance du maître d'ouvrage.

II.5 Intervenants

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) par le titulaire pour l'exécution de la prestation, aura(ont), dans le cadre des missions identifiées dans le C.C.P., de nombreux interlocuteurs dans le cadre de sa (leur) mission :

II.5.1 Maître d'ouvrage : Centrale Lyon

L'Université Jean Monnet est l'affectataire du foncier et Centrale Lyon est le maître d'ouvrage du projet. Au terme des travaux Centrale Lyon sera l'affectataire du bâtiment C.

II.5.2 Mandataire du Maître d'ouvrage : ComUE Lyon Saint-Étienne

Le maître d'ouvrage a confié à la COMUE Université de Lyon, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, un mandat pour procéder au suivi du projet immobilier.

II.5.3 Coordonnateur SSI (CSSI)

La mission CSSI sera confiée à un prestataire distinct du présent marché afin d'assurer la cohérence technique et fonctionnelle du Système de Sécurité Incendie de manière globale et intégrée à au fonctionnement de l'ERP.

II.5.4 C.S.P.S

Le CSPS sera attribué ultérieurement. Le nom du CSPS et sa mission seront alors communiqués au titulaire.

II.5.5 Programmiste

Le rédacteur du programme FLORES pourra être amené à assister la maîtrise d'ouvrage lors des phases de conception.

II.5.6 AMO réemploi

Un diagnostic PEMD est en cours de réalisation. La MOA se réserve la possibilité en fonction des résultats du diagnostic de faire appel à un AMO spécifique sur la thématique du réemploi.

Une coordination avec l'AMO devra dans ce cas être réalisée pour permettre d'ancrer les préconisations dans le projet.

II.5.7 MOE restructuration/rénovation énergétique

Les prestations de restructuration globale et de rénovation énergétique du bâtiment qui interviendront à la suite de la mission du MOE curage / désamiantage de MOE et travaux séparé.

II.5.8 MOE Curage/ désamiantage

Les prestations de curage et désamiantage seront réalisés de manière anticipée aux travaux de restructuration et rénovation énergétique et feront l'objet de marché de MOE spécifique.

II.5.9 AMO Exploitation/maintenance

Le maître d'ouvrage et son mandataire se réserve la possibilité de désigner un AMO exploitation maintenance.

II.5.10 OPC

Le maître d'ouvrage et son mandataire Le maître d'ouvrage et son mandataire se réserve la possibilité de désigner un OPC pour l'opération globale.

II.5.11 Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

Article III. Descriptif de la mission

III.1 Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur.

III.2 Cadre législatif et réglementaire

Le présent marché intervient dans le cadre du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique et il devra être exécuté conformément à la norme NF P 03-100.

III.3 Etendue des missions de contrôle

La mission confiée comprend les éléments suivants :

- Mission de base : L+S
- Missions complémentaires : LE, Hand, VIE, Th, ENV, VMC, PS, F, HYSa, PV, ATHAND, MS1.1, MS1.2, SEI, PHa, AT TTH, GTB, Av :
 - **LE** relative à la solidité des existants
 - **Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
 - **VIE** relative à la vérification initiale des installations électriques
 - **Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
 - **AT TTH** relative à l'attestation finale sur l'isolation thermique et les économies d'énergie
 - **ENV** relative à l'environnement
 - **VMC** relative à l'assistance aux essais de fonctionnement de l'installation de Ventilation Mécanique Contrôlée
 - **PS** relative à la prévention des aléas liés aux séismes
 - **F** relative au fonctionnement des installations
 - **HYSa** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
 - **PV** relative au recollement des PV d'essais d'installations
 - **ATHAND** relative à l'attestation de conformité des ouvrages aux règles d'accessibilité
 - **MS 1.1** relative à l'assistance pour l'élaboration de la notice de sécurité
 - **MS 1.2** relative à l'assistance pour l'élaboration de la notice d'accessibilité
 - **SEI** relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
 - **PHa** relative à la vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autres qu'habitation
 - **GTB** relative à la Gestion Technique du bâtiment
 - **Av** relative à la stabilité des avoisinants

Pour la mission F, le périmètre technique des installations est le suivant :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique
- Installations électriques intérieures (courants forts)
- Production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations
- Ascenseurs et monte-charges

Pour la mission SEI, MS 1.1 et MS 1.2, le titulaire devra également prévoir la participation aux réunions de travail nécessaires.

A noter que le montant des honoraires comprend également :

- La participation du titulaire du marché à toutes les réunions nécessaires pour exécuter sa mission ;
- La rédaction et la diffusion de tous les compte rendu et/ou avis à formuler suite aux réunions (réunions pendant l'exécution d'une mission ou réunions qui valident une fin de mission, réunions à l'initiative du titulaire du présent marché, du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de tout autre intervenant) ;
- La préparation et la participation aux commissions de sécurité et aux réunions préalables au dépôt officiel des demandes d'autorisation de travaux, réunions qui auront lieu avec le SDMIS, ou les services publics chargés de l'accessibilité.

III.4 Conditions d'exécution du contrôle technique

Le contrôle intervient dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le C.C.T.G.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages. Son intervention débute à la date de notification du marché. Elle s'achève à l'expiration de la période de levée de réserves émises à la réception du ou des marchés de travaux relatifs aux ouvrages à contrôler.

III.5 Phases d'intervention

III.5.1 Conception

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage dans les choix techniques à chaque stade des missions de conception et procède :

- à l'examen des études préalables et en particulier de la mission DIA , notamment sur le plan de la solidité et de la performance énergétique des existants.
- à l'examen des dispositions prévues à l'Avant-Projet Sommaire et Avant-Projet Définitif (APS/APD) notamment sur le plan de la solidité, de la sécurité et de l'accessibilité et de la performance énergétique du projet ;
- à l'examen des études de projet (PRO), des dossiers de consultation avant la consultation des entreprises et des études d'exécution réalisées.
- A la préparation et à l'examen du dossier de permis de construire/autorisation de travaux, notamment l'examen de la notice sécurité et de la notice accessibilité incluses dans le/les dossier(s) de permis de construire/autorisation de travaux.
- à la production du rapport initial de contrôle technique ;
- à l'examen des offres des entreprises.

Le contrôleur technique participera également à l'examen des solutions et variantes proposées par le maître d'œuvre ainsi que celles proposées par les entreprises soumissionnaires et mettra en

évidence les avantages et les inconvénients de ces solutions ainsi que leurs répercussions éventuelles sur les autres lots.

Le contrôleur rédigera un rapport intermédiaire résumant ses avis, à l'issue de chacun des stades des phases de conception. Il établit le rapport initial de contrôle technique à la fin de chacune des phases de conception.

Le contrôleur technique participera à toutes les réunions auxquelles il sera convoqué, que ce soit par le maître d'ouvrage ou par le maître d'œuvre.

Le contrôleur technique assistera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre lors de la présentation initiale du projet auprès des services chargés d'instruire le projet au titre de la sécurité et de l'accessibilité.

Examen des documents d'exécution :

Les études d'EXE (exécution) sont à la charge des entreprises.

Le contrôleur technique examine les documents d'exécution réalisés dans le cadre des études d'exécution post-consultation.

Il prend connaissance des documents établis ou fournis par le maître d'œuvre ainsi que de ceux remis par les entreprises.

Chaque document donne lieu à un avis.

III.5.2 Réalisation des travaux - examen sur chantier des ouvrages et des équipements

Il s'agit de contrôler la réalisation des ouvrages.

Le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacune des entreprises.

Le contrôleur technique donne un avis sur les certificats de classement des matériaux, sur les procès-verbaux qui lui sont transmis.

Le contrôleur technique avertit le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais des problèmes qui pourraient avoir une incidence importante sur l'achèvement des travaux.

Pour la durée totale des chantiers :

- Examen des documents d'exécution et formulation des avis ;
- Examen sur le chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis à contrôle technique et formulation d'avis ;
- Établissement d'un **rapport mensuel** (tableau de suivi) faisant le point des avis sur les documents d'exécution, et en particulier sur les suites données par l'entreprise aux avis suspendus ou défavorables ;
- Participation aux réunions hebdomadaires de chantier (en moyenne une réunion sur deux) ;
- Participation aux réunions de maîtrise d'ouvrage (en moyenne une par mois) ;
- Visites inopinées sur le chantier avec production d'un compte rendu ;
- Assistance pour l'implantation des moyens de secours ;

- Vérifications techniques avant mise sous tension et vérification initiale des installations électriques ;
- Production des rapports finaux certifiant la conformité des ouvrages ;
- Préparation et participation aux OPR et levées de réserves ;
- Participation aux visites de la commission de sécurité et d'accessibilité préalablement à l'ouverture des locaux au public (le cas échéant) ;
- Établissement de l'attestation finale prévue à l'art L111-7-4 du code de la construction et de l'habitation après achèvement des travaux et relative à l'accessibilité handicapée.

L'opération concernée par la présente mission de contrôle technique relève d'une complexité technique notamment liée à la réalisation de travaux en site occupé. Ainsi, les travaux feront l'objet d'un phasage précis, induisant un impact technique important sur les existants. Les travaux pourront nécessiter ainsi des phases provisoires entre leur début et la réception finale de l'opération, le contrôleur technique est sollicité pour avis, en tant que de besoin, sur l'ensemble des phases provisoires du point de vue de la sécurité des ouvrages et de la sécurité des personnes

III.5.3 Phase préalable à la réception

Le contrôleur technique vérifie en particulier la conformité des ouvrages vis-à-vis des règles relatives à la sécurité, l'accessibilité et des missions complémentaires qui lui sont confiées.

Il réalise les visites de levées de réserves qui lui permettent d'établir le rapport définitif de fin de travaux.

Cette partie technique comprend la participation du contrôleur technique aux visites de la commission de sécurité.

A la fin de cette partie technique, le contrôleur technique adresse au maître d'ouvrage le rapport final de contrôle technique (RFCT), l'attestation de solidité visée au décret du 8 mars 1995, l'attestation de vérification avant mise en service des installations électriques, l'attestation « handicapés » prévue à l'article L.111-7-4 du CCH.

Aucun avis suspendu ne subsiste dans ce rapport.

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage lors des visites de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité.

La mission débute à la notification du marché.

Chaque phase est déclenchée par la validation du représentant du maître de l'ouvrage de la phase précédente.

Article IV. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des clauses particulières (C.C.P.), et ses annexes techniques (dossier remis au titulaire dans le cadre de la consultation) ;

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise de l'offre ;
- L'offre technique du titulaire (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Pièce indicative : La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

La signature de l'acte d'engagement du marché vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Article V. Durée et délais d'exécution du marché

La durée du marché s'étend de la date de notification jusqu'à la fin de la période de réception de l'ouvrage dans sa totalité, tel que défini dans le CCAG applicable aux marchés publics de travaux. La durée du présent marché est prorogée si une prolongation du délai de travaux est décidée par le maître d'ouvrage.

Le présent marché est conclu pour une durée de 5 ans à compter de la date de sa notification.

Cette durée exceptionnelle est justifiée par l'objet du marché : le marché concerne opération de réhabilitation et restructuration complexe du fait de la réutilisation d'un ancien bâtiment d'enseignement, en site occupé et imbriqué dans un ERP global avec plusieurs utilisateurs. Ce projet nécessite ainsi la continuité de la mission de Contrôle Technique assurant la tranche ferme et celui assurant les tranches optionnelles pour permettre une cohérence de bout en bout.

Conformément à l'article 13.1.1 du C.C.A.G.-P.I., le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Le titulaire assistera les intervenants de projet dès les phases DIA, APS, APD, PRO, PC, ACT, DET, AOR. Il fera toute diligence pour prendre connaissance de l'opération dans les meilleurs délais.

Les délais d'exécution des prestations respectent le planning fixé par le maître d'ouvrage, dont le prévisionnel figure à l'article 1.3 ci-dessus. Les délais d'établissement et de diffusion des documents (livrables) sont définis à l'article XIV.1 ci-dessous.

Article VI. Protection des données à caractère personnel - RGPD

Les règles applicables à la protection des données à caractère personnel sont fixées à l'article 5.2 du C.C.A.G.- P.I

Les parties doivent notamment se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Article VII. Prix du marché

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement.

VII.1 Éléments du prix

Conformément à l'article 10 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de la mission et tous les frais de déplacement et hébergement.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles les prestations demandées doivent être réalisées et a élaboré son prix en toute connaissance de cause.

VII.2 Révision du prix

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché (notification du marché) selon la formule suivante :

$$PR = P0 (0,15 + 0,85 (A/A0))$$

où

PR = Prix révisé

P0 = Prix d'origine basé sur le mois M0

A = Valeurs de l'indice de référence de l'objet du marché connu au mois de révision A0 = Valeurs de ce même indice au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Index ou Indice retenu : ING – Base 2010 paru au Journal Officiel.

Conformément à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre du titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Aucune variante n'est autorisée.

Article VIII. Mise en œuvre du marché

La notification du marché vaut démarrage des prestations de la première tranche ferme de la mission.

Par la suite, le marché sera mis en œuvre le cas échéant au moyen d'ordres de service, signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque ordre de service est transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception par le titulaire, conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-P.I.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage) pendant toute la durée du marché.

Article IX. Constatation de l'exécution des prestations

Tous les documents et rendus intermédiaires font l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

IX.1 Nature des opérations de vérification

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G.-P.I., les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la COMUE Lyon Saint-Etienne.

IX.2 Délai de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur a un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

IX.3 Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Conformément à l'article 28.3.1 du C.C.A.G.-P.I., pour les vérifications effectuées dans les établissements du pouvoir adjudicateur, le point de départ du délai est la date de remise, par le titulaire, des prestations au pouvoir adjudicateur.

IX.4 Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

IX.5 Décisions après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.

IX.6 Achèvement de la mission

La prestation du contrôleur technique s'achève, par tranche, à l'expiration de la période de levée de réserves suite à la réception de l'ouvrage.

L'achèvement de la mission relevant du présent marché fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Article X. Avance

Option B – article 11 du C.C.A.G.-PI

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après.

Une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. L'avance est accordée en une seule fois. Elle est calculée sur la base du montant initial HT du marché ou du bon de commande concerné lorsqu'il est supérieur à 50.000 euros H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous - traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Article XI. Modalités de règlement des comptes

XI.1 Périodicité, date d'exigibilité, facturation et paiement des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois conformément au Code de la Commande Publique.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture) adressée au mandataire du maître d'ouvrage par le titulaire, à laquelle il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les acomptes sont mis en paiement après certification du service fait.

Calendrier et fraction d'exigibilité des acomptes :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
Rapport d'examen de la phase DIAG Le cas échéant	100%	Exigible après remise des rapports correspondants
Rapport d'examen de la phase APS	100%	dito
Rapport d'examen de la phase APD	100%	dito
Examen de la notice de sécurité du PC et/ou DP	100%	dito
Rapport d'examen du PRO et avis pendant les études	100%	dito
Rapport initial de contrôle technique	100%	dito
Contrôle des documents et des chantiers	% avancement des travaux	par échéances mensuelles à la remise des rapports de synthèse mensuels
Rapport final de contrôle technique participation à la commission de sécurité et d'accessibilité pour chaque phase	100%	40 % à la remise du rapport final provisoire précédant la réception de l'ouvrage,

		40 % à la remise du rapport final définitif (sans réserve) destiné à être transmis à l'assureur dommage 20 % à l'issue des commissions
Rapport de vérification initiale des installations électriques pour chaque phase	100%	Dito

XI.2 Remise des demandes de paiement

La remise d'une demande de paiement (facture) intervient après l'admission des prestations concernées. Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. La demande de paiement établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

En complément du C.C.A.G.-P.I., il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des factures, décomptes et demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

Cette plate-forme notifie au titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

XI.3 Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont à adresser et à envoyer au Mandataire du Maître d'Ouvrage (ComUE Lyon Saint Etienne) et doivent comporter la mention « ComUE Lyon St Etienne, au nom et pour le compte de Centrale Lyon ».

Elles sont datées, établies en un original, et comportent notamment les indications suivantes :

- les références du marché,
- la désignation du débiteur (COMUE Lyon Saint-Etienne pour le compte de Centrale Lyon)
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement,
- le cas échéant, le n° du bon de commande ou de l'ordre de service concerné par la facturation,
- la nature et la date d'exécution des prestations facturées,
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;

- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement la référence du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

XI.4 Répartition des paiements

XI.4.1 Cotraitance

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

XI.4.2 Sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Pour rappel, le sous-traitant bénéficie d'un droit au paiement direct pour toute prestation dont le montant est supérieur à 600 € TTC.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant dépose sa demande de paiement au format PDF sur la plateforme : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire, ou, à défaut, à l'expiration du délai de 15 jours si, pendant ce délai, aucun accord ni refus n'a été notifié par le titulaire.

Par ailleurs, l'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

XI.5 Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la COMUE Lyon Saint-Etienne, sauf désaccord du service gestionnaire.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

XI.6 Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

XI.7 Contestation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Article XII. Exécution du marché

XII.1 Conduite des prestations

La bonne exécution des prestations dépend pour l'essentiel de la ou des personne(s) qui est (sont) désignée(s) pour la mission par le titulaire du présent marché. La (les) personne(s) qualifiée(s) pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. est (sont) désignée(s) à l'article 1 de l'Acte d'engagement.

Tous les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par ce responsable du contrôle de l'opération ou son suppléant, désignés à cet effet.

Si l'affectation de ces personnes venait à être modifiée, à l'initiative du titulaire, il sera fait application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.

XII.2 Déroulement de la mission

Les conditions suivantes sont appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur. En particulier, l'absence non signalée de documents ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de la mission du contrôleur technique
- le contrôleur technique adressera **directement copie de ses avis aux entreprises et Maître d'œuvre**, l'original étant adressé au maître d'ouvrage ou son représentant, dans les délais précisés à l'article 11.
- en cas de retard dans la transmission de ses avis, le titulaire pourra subir une pénalité précisée à l'article 11 du présent C.C.P.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :

- Informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction de l'existence du présent marché,
- Donner au contrôleur technique une copie des documents nécessaires à sa mission (permis de construire, rapports, plans).
- Garantir au contrôleur technique le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction pour laquelle son intervention a été requise.
- D'une façon générale lui permettre l'exercice de sa mission dans des conditions normales d'efficacité et de sécurité.

XII.3 Documents à fournir

L'ensemble des documents établis par le titulaire sera remis au maître d'ouvrage ou son représentant pour vérification et validation en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique. Ces fichiers devront être compatibles avec les logiciels fonctionnant sous la suite bureautique Windows et Autocad concernant les dessins et plans.

Les documents sont transmis par voie dématérialisée à tous les acteurs de l'opération.

Le Maître d'ouvrage et son mandataire se réservent tout droit de reproduction de ces documents dans le cadre de l'opération liée au présent marché.

Article XIII. Reception et Achevement de la mission

XIII.1 Réception des éléments de mission

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément aux dispositions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.) à une réception avec réserve(s).

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du représentant du pouvoir adjudicateur et s'être engagé à apporter les réponses appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant. A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision de réception avec réfaction ou être annulée.

Si le titulaire formule des observations, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

XIII.2 Achèvement de la prestation

La prestation du contrôleur technique s'achève à l'expiration de la période de levée de réserves émises à la réception de l'ouvrage.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

XIII.3 Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., la personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission définis à l'article 5.3 ci-avant et dans le cadre de la D.P.G.F.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Par dérogation à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., l'arrêt ne donne pas obligatoirement lieu à résiliation.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnités au titulaire.

Article XIV. Délais de remise des livrables - Pénalités

XIV.1 Délais de remise des livrables

Délai d'établissement des documents à remettre par le titulaire :

Éléments de mission (liste des livrables)	Délais (jours ouvrables)
Avis sur les études préalables (mission DIA) du maître d'œuvre	5 jours (*)
Avis sur les AVP ou APS/APD du maître d'œuvre	10 jours (*)
Assistance du maître d'ouvrage et des maîtres d'œuvre pour la constitution des dossiers de demande de permis de construire ou de déclaration préalable de travaux, par phase	10 jours (*)
Rapport initial de contrôle technique sur les études de projet et documents d'exécution du maître d'œuvre, par phase	10 jours (*)
Pendant les travaux (TF et TO1 et 2), contrôle des documents et du chantier (avis sur tous les types de documents d'exécution et de synthèse diffusés par le maître d'œuvre ou les entreprises titulaires des marchés de travaux, ainsi que les comptes rendus de visite des travaux en cours)	2 jours (*)
Pendant les travaux (TF et TO1 et 2), diffusion régulière de la liste des avis formulés pendant les travaux : avis favorables, suspendus et défavorables	2 jours (*)

Etablissement et diffusion d'un rapport final de contrôle technique (provisoire) par phase	10 jours avant la date arrêtée pour les opérations préalables à la réception (pour chacune des réceptions définitives ou partielles)
Etablissement et diffusion d'un rapport final de contrôle technique (version définitive) par phase	8 jours avant le passage de la commission de sécurité (pour chacune des commissions de sécurité) et après transmission de l'ensemble des pièces complémentaires par la personne publique ou les intervenants sur le fondement du rapport final provisoire
Etablissement et diffusion des attestations de conformité demandées par la commission de sécurité et d'accessibilité (solidité et accessibilité) Participation à la commission de sécurité (TF et TO1 et TO2) Etablissement et diffusion d'un rapport de vérification réglementaire après travaux sans réserve (TF et TO1 et 2)	8 jours avant le passage de la commission de sécurité (pour chacune des commissions de sécurité)

(*) : Le délai des avis à formuler ou des rapports à établir court à compter de la réception par le titulaire des études ou dossiers du maître d'œuvre.

Si le maître d'ouvrage demande au maître d'œuvre de réviser ses études / dossiers alors la (les) nouvelle(s) version(s) de l'étude devront faire l'objet d'un avis ou d'un rapport de contrôle technique actualisé de la part du titulaire. Ces avis ou rapports actualisés font partie des prestations dues par le titulaire dans le cadre du présent marché, sans rémunération supplémentaire.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction de ces documents dans le cadre de l'opération envisagée.

XIV.2 Pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constatation du maître d'ouvrage. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée par le maître d'ouvrage. Il s'agit de jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., le contrôleur technique est susceptible de se voir appliquer les pénalités suivantes :

- Retard dans la remise des avis sur chaque phase d'étude, notice du PC, rapports initial et final : 300 € HT par jour calendaire de retard, y compris dimanche et jours fériés ;
- Retard de rendu de document ou d'avis en phase travaux ou levée de réserve : 150 € par jour calendaire de retard, y compris dimanche et jours fériés ;
- Absence injustifiée aux réunions de chantier organisées par la maîtrise d'œuvre (un retard de plus d'une heure étant considéré comme une absence) : 100 € ;
- Absence injustifiée aux réunions de mise au point technique ou de synthèse : 100 € ;
- Absence injustifiée aux commissions de sécurité : 800 € ;
- Manquement à l'obligation de confidentialité : 1 000€ ;
- Tout autre manquement du titulaire à ses obligations au titre du présent marché : 250€ par manquement ou par jour.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 1000€.

Article XV. Assurances

Tous les intervenants assument les risques et responsabilité découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, ils répondent notamment des garanties, responsabilités et risques mis à leur charge :

- par les articles 1792, 1792-2 et suivants du Code Civil,
- par les articles 1240 et 1241, 1788 à 1791 du même Code.

XV.1 Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Chaque intervenant devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage ainsi que son mandataire du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché. Faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

La liste exacte des activités pour lesquelles l'intervenant est garanti sera détaillée dans l'attestation.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

Concepteurs : Responsabilité Civile en cours de chantier – professionnelle et Après Livraison

- Responsabilité civile Exploitation Pendant travaux :
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : **1.500.000 € par sinistre**
dont :
 - Immatériels non consécutifs : 500.000 € par sinistre,
 - Dommages de pollution accidentelle : 500.000 € par année.
- Responsabilité civile Professionnelle et Après travaux :
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : **1.000.000 € par année**
dont :
 - Immatériels Non consécutifs : 1.000.000 € par sinistre et par année,
 - Dommages de pollution accidentelle : 500.000 € par sinistre et par année.

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de dix mille (10.000) Euros.

XV.2 Responsabilité Civile décennale

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les lots dont ils sont titulaires, y compris

ceux qu'ils donnent en sous-traitance (mais uniquement pour les activités pour lesquelles l'entrepreneur est garanti à titre principal).

Ainsi, l'intervenant devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants du Code Civil. Faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le maître d'ouvrage. Il est rappelé, que l'obligation faite à chaque intervenant à l'acte de construire est d'être assuré à dû concurrence du montant total de l'opération (travaux + honoraires).

Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le Maître d'ouvrage se réservant la possibilité de souscrire une police dite « Complémentaire de groupe » pour élever le montant des garanties des intervenants (Concepteurs et Réalisateurs) au montant total de l'opération et à leurs frais.

En tout état de cause, les montants minimums de garantie du titulaire du marché de contrôle technique est de : 1,5 M €

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule Compagnie d'assurance.

L'attestation d'assurance décennale, devra :

- Être nominative au chantier (nom, adresse et montant total du chantier),
- Comporter le montant des garanties complémentaires,
- Abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux,
- Comporter la mention des activités garanties.

Article XVI. Lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

En cours d'exécution du contrat :

1. Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du marché.
2. Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas ses obligations, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser sa situation (ou celle de ses sous-traitants) et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut :

- a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 €, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles [L. 8224-1](#), [L. 8224-2](#) et [L. 8224-5](#) du code du travail.
- b) résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article XVII. Régime des connaissances antérieures et des résultats

Les règles applicables aux connaissances antérieures et aux résultats produits ou réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché sont celles fixées au Chapitre 6 (articles 32 à 35) du C.C.A.G.-P.I. précité.

Article XVIII. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

Article XIX. Résiliation du marché

Les règles applicables à la résiliation du marché sont celles fixées au Chapitre 7 (articles 36 à 42) du C.C.A.G.-P.I. Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

Sous réserve des dispositions précédents, les articles 36 à 42 du C.C.A.G.-P.I. sont applicables, avec les précisions suivantes :

XIX.1 Résiliation du fait de l'acheteur public

XIX.1.1 Résiliation en cours d'exécution d'une phase technique

Il sera fait application de l'article 41 du C.C.A.G.-P.I., dès lors que cette résiliation intervient en cours de résiliation d'une phase technique, telle que définie au C.C.P. Par dérogation à l'article 41 du CCAG PI, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

XIX.1.2 Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique

Il pourra être fait application de l'article 41 du C.C.A.G.-P.I. Si la personne publique décide l'arrêt des prestations, les phases techniques déjà réalisées et acceptées par le maître d'ouvrage seront rémunérées sur la base des montants portés à la D.P.G.F., déduction faite de l'ensemble des sommes déjà versées au titulaire, et à l'exclusion de toute autre rémunération.

Dans tous les cas, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

XIX.2 Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 27 et 39 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément.
- La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation.

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art.37.1 du C.C.A.G.-P.I.), les prestations sont réglées sans abattement. Il en est de même pour résiliation en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément.

Article XX. Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent. Les parties au contrat s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable ; à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article XXI. Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage que le différend soit préalablement soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l'article 43 du C.C.A.G.-P.I.

Article XXII. Dérogations au C.C.A.G. - Prestations intellectuelles

Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) déroge aux articles suivants du C.C.A.G.-P.I. :

Articles du présent C.C.P. qui dérogent	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est dérogé
Article Erreur ! Source du renvoi introuvable.	Article 3.4.3
Article 4.2	Article 10.2.4
Article 4	Article 4.1
Article 10.4	Article 28.5
Article 13.2	Articles 14.1 et 14.1.1
Article 14	Article 9.2 - L'article 2 du C.C.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I. - L'article 3 du C.C.P. déroge à l'article 35.3 du C.C.A.G.-P.I. - L'article 10.3 du C.C.P. déroge à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I. - L'article 11.2 du C.C.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I. - L'article 14.1.1 du C.C.P. déroge à l'article 41 du C.C.A.G.-P.I.

Article XXIII. Base documentaire

L'équipe de Maîtrise d'Ouvrage porte à connaissance du Titulaire les documents suivants :

Annexe 2 : Programme Technique Détaillé Architectural – FLORES – Février 2025

- 00. Note curage Désamiantage
- 01. Programme fonctionnel et architectural
- 02. Fiches descriptives des espaces
- 04. Programme technique et environnemental et exploitation-maintenance
- 05. Diagnostic architecturale fonctionnel et technique

Annexe 3 : Dossier bâtiment :

- Plans du bâtiment et des abords
- Diagnostic Amiante Avant Travaux
- Diagnostic Plomb Avant Travaux
- Diagnostic Structure (joint ultérieurement à la consultation)
- Diagnostic PEMD (joint ultérieurement à la consultation)

Ces documents sont disponibles au format électronique, ils devront être pris en compte dans la proposition méthodologique